



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

La Préfète de l'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Arrêté n°2026/CAB/SIDPC/1300
portant fermeture temporaire au public de la forêt domaniale des Trois Pignons sur les départements
de Seine-et-Marne et de l'Essonne**

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2214-4, L.2215-1, L.2215-3 et L.2216-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code de la route et notamment son article R.411-21-1 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L 221-2, D 221-2 et R 163-6 ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu la loi n° 2053-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements (notamment ses articles 70 et 72) ;

Vu le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

Vu le décret du Président de la République en date du 02 novembre 2022 portant nomination de Monsieur Benoît KAPLAN, administrateur général de l'État, préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, Préfet de Seine-et-Marne ;

Vu le décret n° 2024-283 du 29 mars 2024 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie ;

Vu le décret du Président de la République du 27 août 2025 portant nomination de Madame Fabienne BALUSSOU, en qualité de Préfète de l'Essonne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 5 février 2025 portant nomination de Madame Julie BOUAZIZ, administrateur de l'Etat, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès de la préfète de l'Essonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRHM-2019-1 du 13 février 2019 portant organisation des services de la préfecture de Seine-et-Marne et des sous-préfectures ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-PREF-DCPPAT-BCA-245 du 19 décembre 2023 portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures de l'Essonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26/BC/017 du 09 mars 2026 donnant délégation de signature à Monsieur Benoît KAPLAN, préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-PREF-DCPPAT-BCA-012 du 13 janvier 2026 portant délégation de signature à Madame Julie BOUAZIZ, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès de la préfète de l'Essonne ;

Considérant que le représentant de l'État dans le département est le seul compétent pour prendre les mesures relatives à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques, dont le champ d'application excède le territoire d'une commune ;

Considérant les dispositions de l'article L.131-6 du code forestier qui permettent au préfet du département d'édicter des mesures de nature à assurer la prévention des incendies de forêt, à faciliter la lutte contre l'incendie et à en limiter les conséquences, pour certaines périodes de l'année sur un périmètre déterminé ;

Considérant les incendies d'une ampleur exceptionnelle ayant affecté le massif forestier de Fontainebleau ;

Considérant que, si les incendies sont désormais fixés, des foyers résiduels et des points chauds persistent au sein des zones sinistrées, nécessitant la poursuite des opérations de surveillance et d'extinction et faisant subsister un risque de reprise de feu ;

Considérant que les conditions météorologiques demeurent propices au développement et à la propagation des incendies, en raison d'une sécheresse persistante de la végétation, de températures élevées et de précipitations insuffisantes, et que les prévisions météorologiques disponibles ne font pas apparaître d'évolution significative de nature à réduire le niveau de danger d'incendie ;

Considérant les caractéristiques de la forêt domaniale des Trois Pignons, qu'il s'agisse de la nature du sol, de la présence significative de résineux et des difficultés d'interventions des sapeurs-pompier ;

Considérant que la fréquentation de la forêt domaniale des Trois Pignons demeure élevée durant le mois d'août, augmentant le risque d'exposition des personnes et le risque de départ de feu d'origine humaine ;

Considérant que l'engagement de renforts zonaux d'Île-de-France sur plusieurs incendies majeurs affectant le territoire national est susceptible d'affecter la capacité de réponse opérationnelle en cas de nouveau départ de feu dans la forêt domaniale des Trois Pignons ;

Considérant l'engagement des moyens aériens nationaux sur plusieurs incendies majeurs affectant le territoire national et leur potentielle indisponibilité en cas d'incendie dans les départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne ;

Considérant que les zones affectées par l'incendie et leurs abords présentent des risques pour la sécurité du public, notamment en raison de la fragilisation des arbres et des peuplements forestiers, du risque de chute d'arbres ou de branches, de l'instabilité des sols, de la présence de foyers résiduels ainsi que des opérations de surveillance, de sécurisation, de déblaiement et de remise en état qui y seront conduites et qui nécessiteront la circulation d'engins, de matériels et de personnels spécialisés ;

Considérant que, compte tenu de l'intensité du risque et de la fréquentation attendue du site, la fermeture temporaire au public de la forêt domaniale des Trois Pignons constitue une mesure nécessaire, adaptée et proportionnée aux risques encourus, de nature à assurer la sécurité des personnes et à faciliter les opérations de lutte contre les incendies encore en cours ;

Sur proposition de l'Office National des Forêts ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

À compter de la publication du présent arrêté et jusqu'au 14 août 2026 inclus, la forêt domaniale des Trois Pignons est fermée au public, dans les départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne.

Cette interdiction est valable pour les routes forestières, les sentiers de randonnées ainsi qu'à l'intérieur de l'ensemble des parcelles forestières.

Article 2 :

La présente disposition ne s'applique pas :

- aux services de secours, aux forces de l'ordre, aux opérateurs de réseaux en interventions, ainsi qu'aux transporteurs relevant d'une mission d'intérêt général ;
- aux propriétaires, services publics, gestionnaires publics et personnes et entreprises dûment autorisées ou mandatées par eux, notamment les entreprises forestières ;
- aux propriétaires, exploitants ou habitants de parcelles ou habitation enclavées en forêt.

Article 3 :

La présente décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Essonne (sous-préfet d'Evry), le sous-préfet de Fontainebleau, la directrice de cabinet du préfet de la Seine-et-Marne, la directrice de cabinet de la préfète de l'Essonne, le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, la directrice départementale des territoires de l'Essonne, les directeurs interdépartementaux de la police nationale de Seine-et-Marne et de l'Essonne, les commandants des groupements de gendarmerie départementale de Seine-et-Marne et de l'Essonne, la directrice de l'agence régionale de l'office national des forêts, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Seine et Marne et de l'Essonne.

Fait à Melun, le 06 AOUT 2026

Pour le préfet et par délégation
Le préfet délégué pour l'égalité des chances

Benoît KAPLAN

Fait à Evry, le 06.08.2026

Pour la préfète et par délégation
La préfète déléguée pour l'égalité des chances

Julie BOUAZIZ

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification :

Pour la Seine-et-Marne : devant le Tribunal administratif de Melun, situé au 43 rue du Général de Gaulle, Case postale 8630, 77008 Melun Cedex.

Pour l'Essonne : devant le Tribunal administratif de Versailles, situé au 56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » via le site internet www.telerecours.fr.

Massif forestier de Fontainebleau

